

## **PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 11 avril 2024

---

**L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, le jeudi 11 avril,**

Le Conseil Municipal de la commune d'Ambilly dûment convoqué s'est réuni en séance publique à 19 heures, salle Angel ERBEIA au Clos BABUTY, sous la présidence de Monsieur Guillaume MATHELIER, Maire. Les débats ont été retransmis en direct sur la chaîne YouTube de la commune.

Date de la convocation : 28/03/2024

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Guillaume MATHELIER, Mme Bertilla LE GOC, M. Laurent GILET, Mme Charlotte LE GOUIC, M. Abdelkrim MIHOUBI, M. Guillaume SICLET, Mme Marie-Elisabeth BAILLY, M. Jacques VILLETTE, Mme Rabia HADDADI, M. Noël PAPEGUAY, Mme Dalina EYINGA, Mme Christiane BORGIS, M. Hervé FEARN, Mme Gaëlle LEGAI-PERRET, M. Roland MARTIN, M. Christian COLLET, M. François LIERMIER, Mme Nathalie BAUER, Mme Christiane GROS, Mme Micheline BATAILLEY.

### **ÉTAIENT ABSENTS :**

Mme Helena DORA, M. Burim CERIMI.

Mme Geneviève GANTIN, représentée par Mme Marie-Elisabeth BAILLY par pouvoir en date du 11/04/2024.

M. Abdullah KAYGISIZ représenté par M. Guillaume SICLET par pouvoir en date du 11/04/2024.

M. Yasin SEN représenté par Mme Christiane BORGIS par pouvoir en date du 11/04/2024.

Mme Maria TOURAINÉ représentée par Mme Gaëlle LEGAI-PERRET par pouvoir en date du 08/04/2024.

Mme Elisabeth CHAMBAT représentée par M. Laurent GILET par pouvoir en date du 11/04/2024.

M. Julien FERAUD est représenté par Mme Nathalie BAUER par pouvoir en date du 07/04/2024.

M. Cristian GUERET est représenté par Mme BATAILLEY par pouvoir en date du 11/04/2024.

- **Ouverture de la séance avec désignation d'un secrétaire de séance**

**M. le Maire.-** Mesdames et Messieurs les Conseillers, merci de votre présence pour ce Conseil municipal. J'ouvre cette séance. Je vais procéder à l'appel des conseillers pour le quorum.

*(M. le Maire procède à l'appel.)*

Merci beaucoup à toutes et à tous. Je vais désigner une ou un secrétaire de séance.

Monsieur MIHOUBI, acceptez-vous ?

**M. MIHOUBI.-** Oui.

**M. le Maire.-** M. MIHOUBI est donc secrétaire de séance.

**M. Abdelkrim MIHOUBI est désigné secrétaire de séance.**

- **Point d'actualité**

**M. le Maire.-** On avait largement fait le point lors du dernier Conseil municipal.

Simplement vous rappeler que dans l'intervalle qui nous mène jusqu'au prochain Conseil municipal il y aura AMBILLY en Fête le 25 mai, avec quelques nouveautés, dont la mise en place d'un écovillage sur lequel nous sommes en train de travailler. Notamment avec les partenaires extérieurs, ceux avec qui on travaille, mais aussi nos services municipaux ainsi que le Conseil citoyen, la Commission Urgence climatique et les partenaires, type Syane ou autres, qui participeront avec les autres associations d'AMBILLY lors de cet évènement pour l'écovillage.

## **1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL**

**M. le Maire.-** Pour rappel, le PV de la séance du 21 mars dernier ne sera pas soumis à votre approbation aujourd'hui. Il le sera lors de la séance du 27 juin, le temps de finir de le rédiger puisque nous sommes sur un délai un peu court entre les deux séances.

## **2. DECISIONS DU MAIRE – Compte-rendu – Article L.2122-22 du CGT :**

**M. le Maire.-** Deux décisions :



N°2024-009, une attribution de marché public d'achats de fournitures administratives scolaires et de papeterie.

N°2024-010, une deuxième décision, contrat d'occupation précaire avec Mme Solange BRISSONI pour un garage au 50 rue de Genève – Copropriété 50-52 rue de Genève – Opération de valorisation du patrimoine communal.

J'ai ces décisions si certains les souhaitent.

### **3. PROJETS DE DELIBERATIONS**

**M. le Maire.-** Ce soir nous avons un certain nombre de délibérations, 13 en tout, notamment autour des finances puisque nous allons approuver ce soir le budget pour la commune. Nous allons nous doter d'un budget municipal pour cette année 2024.

Je commence tout d'abord par les points finances.

#### **FINANCES**

##### **N°033-2024 : Autorisation de Programme/Crédits de Paiement 2024-1 – Construction d'un bâtiment périscolaire**

*(Présentation du projet de délibération par M. le Maire – projet de délibération et annexe en pièces jointes)*

**M. le Maire.-** Que sont les AP/CP exactement ? Ce sont des autorisations de programme et de crédits de paiement. Nous en avons trois qui vous sont proposées ce soir.

Une sur le bâtiment périscolaire à l'Ecole de la Paix.

Une deuxième vous est proposée sur la rénovation extérieur du stade Lucien VEYRAT.

Une troisième sur la construction d'un bâtiment associations sportives.

Les AP/CP constituent une possibilité pour nous de mieux gérer, de mieux faire aboutir un certain nombre d'éléments qui vous sont proposés au niveau du budget. Elles nous permettent d'autoriser les programmes, donc de dire que nous nous engageons politiquement dans ces programmes de construction et d'investissement, et en même temps de délivrer de manière annuelle les crédits de paiement qui sont titrés pour apparaître dans ces tableaux que vous avez eus.

Cela permet aussi dans ce cadre-là de voir, comme vous l'avez vu d'ailleurs dans la délibération qui concerne particulièrement le budget, que les autorisations de programme permettent, par une approche pluriannuelle, d'identifier les budgets projets, valorisés ensuite chaque année par les crédits de paiement. Et chaque AP (Autorisation de programme) comporte la répartition prévisionnelle par l'exercice des crédits de paiement correspondants,

ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face. Ces ressources peuvent être de plusieurs natures. Ce sont parfois des subventions qui nous sont données par d'autres collectivités, le Département, la Région, l'Etat, à travers aussi certains fonds. La capacité d'autofinancement de la commune, mais aussi l'emprunt, qui constitue généralement une part majeure de ressources par rapport aux investissements, ainsi que le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée. Vous le savez, on paie avec la TVA et nous recevons, pas l'entièreté de ce que nous avons payé en TVA, mais un fonds de compensation qui nous permet de continuer à investir à N+1, N+2 sur nos grands investissements.

Vous avez donc ces AP/CP, comme on va les appeler maintenant de manière plus courte et synthétique.

Une sur la construction du bâtiment périscolaire, qui va nous permettre de construire un bâtiment dédié aux activités périscolaires de la collectivité, qui revêt aujourd'hui une nécessité pour la commune puisque nous devons accueillir en dehors des écoles les enfants sur des temps de loisirs.

Ce bâtiment est à la fois un accueil péri mais aussi extra-scolaire, c'est-à-dire notamment avec le centre de loisirs. Il sera le nouveau centre de loisirs et accueillera les activités périscolaires, composé de six salles de 60 m<sup>2</sup> et une cuisine.

Pourquoi le fait-on ? Ce n'est pas juste ostentatoire. On n'est pas là pour construire de nouvelles pyramides, mais l'idée c'est aussi parce que nous avons la vétusté de certains locaux, mais aussi un manque de places dans les écoles. Nous avons aussi d'une certaine manière l'obligation de remettre à niveau un certain nombre d'équipements et d'en créer certains, notamment liés à l'augmentation de la population dans les prochaines années.

Voilà pour cette première AP/CP.

Vous me permettrez de présenter les trois et de revenir aux questions une par une, si cela vous convient. Pas d'opposition particulière ?

#### **N°034-2024 : Autorisation de Programme/Crédits de Paiement 2024-2 – Rénovation extérieure du stade Lucien VEYRAT**

*(Présentation du projet de délibération par M. le Maire – projet de délibération et annexe en pièces jointes)*

**M. le Maire.-** Je vous propose de présenter la deuxième AP/CP, la rénovation extérieure du stade Lucien VEYRAT.

Même si nous avons commencé les travaux, c'est ce qui nous permet aujourd'hui de mieux piloter ce financement et de le rendre plus lisible, de la rendre plus analytique.

Comme vous le savez, nous en avons déjà passablement discuté, nous voulons à nouveau nous doter d'une structure sportive, dimensionnée et cohérente pour l'ensemble des habitants. Nous recherchons un équipement qui réponde et aux besoins de loisirs mais aussi aux besoins de l'élite. Et dans ce cadre-là cette réhabilitation sera conforme aux niveaux demandés par les fédérations sportives, notamment les associations, le football et le club d'athlétisme. C'est pourquoi il y a non seulement la piste mais aussi les terrains de football. Mais aussi des accueils de loisirs, sportifs notamment, avec un terrain de basket 3x3, sport



qui d'ailleurs est devenu une discipline olympique. Je vous invite à regarder cela aux Jeux olympiques, c'est particulièrement impressionnant, notamment le basket féminin qui est assez fort en France à ces niveaux.

Voilà pour cette deuxième AP/CP.

Je vous commenterai ensuite les tableaux si vous le voulez bien, en vous expliquant un peu chacun d'entre eux. Normalement cela a été vu en Commission Finance. Normalement vous avez dû les voir dans vos réunions de majorité ou de minorité respectives.

### **N°035-2024 : Autorisation de Programme/Crédits de Paiement 2024-3 – Construction d'un bâtiment sportif**

*(Présentation du projet de délibération par M. le Maire – projet de délibération et annexe en pièces jointes)*

**M. le Maire.-** Une autorisation de programme pour la construction d'un bâtiment associations sportives. Nous avons travaillé et nous travaillons sur le réaménagement des structures externes du complexe sportif. Nous désirons reconstruire un bâtiment dédié aux associations sportives. Cela n'était pas forcément une obligation. C'est ce que j'ai dit depuis le début. Mais aujourd'hui nous le voyons comme étant un élément particulièrement intéressant pour valoriser l'ensemble des associations sportives qui œuvrent sur notre commune, et notamment aussi l'accueil des scolaires.

Ce bâtiment sera doté d'un espace public en rez-de-chaussée, réservé aux milieux associatifs et scolaires, et d'un nouveau bureau pour le Service des Sports de la commune, situé au premier étage.

Ce projet sera aussi complété par un haut niveau énergétique, avec des panneaux photovoltaïques installés et exploités par la suite.

Voilà ce que je peux vous dire sur ce bâtiment pour les associations sportives.

Sur les AP/CP en tant que telles vous avez l'opération 93, l'opération 94 et l'opération 102. Puisqu'il y aura d'autres AP/CP qui ont été présentées en Commission Finance mais qui ne seront pas votées dans cet exercice budgétaire, qui doivent être encore améliorées, modifiées, repensées, complétées. En tout cas c'est le rythme de ces dialogues budgétaires et de ces dialogues financiers.

L'objectif étant aussi avec les AP/CP de ne pas figer les choses. C'est-à-dire que nous sommes toujours dans une dynamique financière. Nous pouvons recevoir de nouvelles subventions. Il peut y avoir des augmentations de coûts. Nous pouvons peut-être faire davantage recours à l'emprunt parce que nous avons besoin. Nous pouvons davantage flécher l'emprunt sur une opération plutôt qu'une autre et faire en autofinancement une opération plutôt qu'une autre. Ce sont donc des tableaux qui sont dynamiques, qui n'ont rien de figé. Ils sont autorisés par le Conseil municipal et ils continuent à être travaillés par le Service Finance, sous ma responsabilité et celle de mon premier adjoint.



Le tableau c'est très simple. Vous avez d'abord l'objet de l'AP/CP. Vous avez les réalisés antérieurs s'il y en a eu. Cela peut être notamment parfois des frais d'études.

Les autorisations de programme telles qu'elles sont faites.

Et parfois vous avez des restes à réaliser et les crédits de paiement qui sont mentionnés.

Si on prend l'exemple de celui pour le bâtiment périscolaire, vous avez des crédits qui sont donnés en 2024, en 2025, en 2026, parfois en 2027. L'autorisation de programme peut être beaucoup plus longue par ailleurs.

Vous avez ensuite, au-delà des dépenses bien évidemment, des recettes qui sont liées. Parmi ces recettes on peut tout à fait voir qu'on a déjà obtenu pour le bâtiment périscolaire, ça donne de la lisibilité aussi à l'opération de manière analytique, des subventions de la Région – on en aurait aimé de l'État mais c'est toujours un peu compliqué – du Département – des subventions qui ont d'ailleurs été généreusement données par le Département sur ce bâtiment périscolaire parce qu'elles ont été bougées d'une opération à l'autre. Nous avons notamment gardé les crédits qui avaient été fléchés au départ pour la cuisine centrale que nous n'avons pas faite. C'est plutôt exceptionnel, ce n'est pas quelque chose qui se reproduira, mais je remercie en tout cas ceux qui se sont battus de notre côté, notamment le Conseil départemental pour maintenir ce haut taux de subventionnement.

Vous avez aussi le FCTVA à hauteur de 449 749, et le reste à charge communal que vous voyez par exemple ici apparaître, à hauteur de 1 520 710 euros. Ça c'est sans compter aussi notamment les coûts, puisque nous sommes parfois sur des coûts qui sont projetés. Il peut y avoir de l'inflation. C'est-à-dire que les coûts sont supérieurs. Ou parfois on peut avoir de bonnes nouvelles. J'ai cru comprendre que dans quelques marchés publics qui arrivent les nouvelles sont moins mauvaises que ce que l'on pensait. Il y a donc peut-être une amélioration. Il faut toujours rester très prudent, car derrière on peut avoir d'autres problématiques.

Je ne vais pas commenter les trois, elles sont construites exactement de la même manière, toujours avec ces niveaux de subventionnement tels que proposés. Mais vous voyez par exemple que pour le stade vous allez retrouver le FCTVA à hauteur de 1 200 000, avec un pic notamment si vous regardez deux recettes qui arriveront dans la ligne de crédit de paiement à hauteur de 1 141 923 en 2026.

C'est ce que je disais, on investit aujourd'hui pour recevoir demain et recréer des fonds de roulement pour les investissements de notre commune.

Je le dis aussi au passage, vous verrez que ce mécanisme est particulièrement intéressant, notamment quand on abordera la rénovation de voirie que nous sommes en train de faire puisque là vous avez des recettes qui seront liées au futur stationnement payant qui vous sera proposé, mais aussi liées au FCTVA. C'est-à-dire que lorsqu'on refait des voiries, le temps que l'on s'attaque à l'autre voirie et à son financement le FCTVA rentre et permet de financer l'une des voiries qui arrivera par la suite. Pas entièrement bien évidemment puisque nous ne sommes pas non plus sur l'intégralité des sommes mais sur une somme qui correspond à la compensation de la TVA. Mine de rien c'est toujours à nouveau une amorce pour pouvoir continuer à investir. Dans un projet qui est un peu long comme la voirie, cela



permet à chaque fois d'avoir un fonds de roulement sur cette autorisation de programme qui est une autorisation de programme plus longue dans les années, et qui d'ailleurs ne tient pas qu'à nous puisque ça peut tenir avec la Maison de l'eau, sur l'eau et l'assainissement, sur des retards, sur des travaux qui pourraient être un peu plus longs que prévu.

Voilà ainsi présentées ces trois autorisations de paiement. Je vous laisse la parole. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? (Non)

Si tel n'est pas le cas je vais les faire voter. Je l'ai fait voter une à une bien évidemment puisque nous sommes à chaque fois sur une délibération particulière.

Une première Autorisation de Programme / Crédits de paiement pour la construction du bâtiment périscolaire.

*(Il est procédé au vote.)*

**La délibération n°033-2024 est adoptée à l'unanimité.**

**M. le Maire.-** Autorisation de Programme rénovation extérieure du stade Lucien VEYRAT. Je ne vous refais pas le même laïus qui est proposé au Conseil municipal. Ce sont les mêmes éléments.

*(Il est procédé au vote.)*

**La délibération n°034-2024 est adoptée à la majorité – 6 CONTRE : M. LIERMIER, Mme BAUER, Mme GROS, M. FERAUD, M. GUERET, Mme BATAILLEY**

**M. le Maire.-** L'Autorisation de Programme pour la construction d'un bâtiment associations sportives.

*(Il est procédé au vote.)*

**La délibération n°035-2024 est adoptée à la majorité – 6 CONTRE : M. LIERMIER, Mme BAUER, Mme GROS, M. FERAUD, M. GUERET, Mme BATAILLEY**

**M. le Maire.-** Je vous remercie beaucoup. Nous allons passer à l'approbation du budget primitif 2024.

#### **N°036-2024 : Approbation du Budget Primitif 2024**

*(Présentation du projet de délibération par M. le Maire – projet de délibération et annexes en pièces jointes)*

**M. le Maire.-** Ce budget primitif s'équilibre de la manière suivante.

En dépenses et en recettes en section de fonctionnement à hauteur de 9 968 676,84. Et en section d'investissement à hauteur de 17 880 034,05.

Je précise que le BP est présenté avec la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2023.

Je rappelle aussi au départ que la nomenclature M57 à laquelle nous sommes passés l'année dernière autorise la fongibilité des crédits à hauteur de 7,5 %.

Bien évidemment vous avez eu le document budgétaire que j'ai aussi ici. On va d'abord commencer par la section de fonctionnement si vous le voulez bien. Je vais présenter la section de fonctionnement et je vous laisserai la parole s'il y a des questions. Je vous présenterai ensuite la section d'investissement et je ferai la même chose pour savoir s'il y a des questions, et nous procéderons ensuite au vote.

Section de fonctionnement, les charges à caractère général du chapitre 011, on a subi une hausse de 2,90 % par rapport au budget 2023. Il y a une hausse générale. Vous le savez, j'ai déjà eu l'occasion de le dire, on fait ce que l'on peut pour maîtriser les dépenses générales mais ce n'est pas forcément évident. Il y a des charges qui sont liées notamment au personnel, pas que dans ce compte-là par ailleurs, mais des charges de gestion aussi de manière générale.

Vous avez aussi dans ce chapitre les crédits qui sont votés pour les subventions aux associations, et vous avez des inscriptions pour les provisions pour risque, notamment dans le cas des comptes épargne-temps et dans le cas des contentieux.

Vous avez ensuite des charges de personnel au chapitre 012 qui elles sont en augmentation de 3,52 % par rapport à l'année 2023. Ce n'est pas parce que tout d'un coup on se dirait qu'il faut encore embaucher – pourquoi pas d'ailleurs si les projets doivent avoir des embauches pour être accompagnés il n'y a pas de problème par rapport à cela, il n'y a pas de tabou – ce sont surtout des augmentations qui sont liées à l'évolution des agents dans leur carrière, à la refonte du régime indemnitaire des agents, à la politique de la revalorisation et de valorisation des parcours des agents communaux, notamment leurs avancements de grade, les promotions internes. Nous sommes particulièrement attentifs notamment à la mobilité interne.

Systématiquement quand vous êtes attentifs à la mobilité interne derrière il y a des mécanismes financiers qui sont liés à des contraintes ou à des envies d'évolution au niveau salarial.

De la création de postes aussi, en lien avec la structuration des services. La création de postes en lien avec la structuration des services c'est par exemple lié aux ASVP, aux agents de surveillance de la voirie notamment pour le stationnement payant.

Il y a d'autres charges à caractère général, notamment liées au contexte socio-économique inflationniste. Les ménages ont parfaitement compris où était l'inflation. Les collectivités sont des ménages beaucoup plus grands et subissent aussi le caractère inflationniste, même si nous essayons de le contenir.

Nous avons aussi deux lignes de provisions pour risque, une qui est liée aux litiges et contentieux. Autant vous dire que celle-ci j'aimerais bien qu'elle descende ou qu'elle soit limitée, mais tel n'est pas le cas vu l'ambiance.



La seconde est liée aux comptes épargne-temps dont la commune est susceptible de devoir s'acquitter auprès d'une autre administration publique. C'est notamment le cas quand il y a des mutations d'agents.

Nous avons aussi des atténuations de produits qui sont largement liées aux attributions de compensation, notamment liées à ANNEMASSE Agglomération dans le cadre des transferts de compétences.

Les ressources, cette année vous verrez qu'elles sont en hausse. En tout cas on les prévoit en hausse avec des taux d'imposition notamment sur les bases mais aussi sur le taux, qui vont augmenter.

Les produits des services sont vus de manière prudente. On est plutôt prudent. Généralement on dégrade de manière un peu pessimiste les ressources pour mieux faire coller au budget car ce n'est pas toujours simple, il peut y avoir des aléas. En tout ici on est plutôt stable et prudent, notamment sur une hausse des services de portage de repas à domicile que l'on voit et que l'on observe, et aussi et surtout de restauration scolaire qui marche bien et qui occasionne des recettes complémentaires sans changement de prix pour le moment.

Il y a aussi la rente de superficies des Communaux d'AMBILLY que nous avons vue de manière prudente. Il est vrai que cette année il y a eu des gains liés au change, mais on n'est pas la Banque centrale, on n'est pas la Banque nationale suisse non plus, et ce n'est pas nous qui allons fixer les taux d'intérêt ou les grands mouvements macro-économiques. Je n'ai pas de boule de cristal non plus pour savoir si le taux de change restera le même, nous restons donc prudents sur cet aspect aussi.

Ce qui vous donne dans la délibération un tableau. Vous avez bien évidemment accès à l'ensemble du budget, mais un tableau plus récapitulatif de l'ensemble des chapitres dont je viens de parler et qui sont les chapitres principaux en section de fonctionnement, que cela soit en dépenses ou en recettes.

Vous remarquerez, avant que l'on me pose la question, que le budget 2024 est à hauteur de 9 968 676,84 ce qui constitue une baisse énorme en pourcentage par rapport à l'année dernière puisque le budget était à 16 043 320,37. Mais ce n'est pas grâce à un effort de gestion surhumain, c'est tout simplement parce qu'il y a des choses qui comptablement doivent apparaître, et c'est notamment lié aux Communaux d'AMBILLY. Vous voyez une opération d'ordre de transfert qui est purement comptable, à hauteur de 6 216 037,67. C'est clairement spécifiquement sur les Communaux à hauteur de 5 276 037,67 que vous pouvez retrouver dans les recettes ci-dessous.

J'en ai terminé avec la section de fonctionnement. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? (Non)

Si tel n'est pas le cas je vais passer à la section d'investissement.



La section d'investissement est équilibrée en dépenses et en recettes à hauteur de 17 880 034,05. Une priorité est donnée particulièrement sur le Plan école sur cet exercice. Vous avez voté ou contre ou pour ces priorités-là dans les AP/CP juste avant. Plan école qui concerne la construction du bâtiment périscolaire, la rénovation du stade Lucien VERYAT – ça concerne aussi le Plan école – et la construction d'un bâtiment associations sportives qui sert aussi aux scolaires.

Je l'ai redit tout à l'heure, les AP/CP nous permettent d'avoir une approche pluriannuelle des Autorisations de Programme que nous votons aujourd'hui avec les Crédits de Paiement qui y sont liés, et nous permettent de faire la répartition prévisionnelle d'année en année, notamment face aux ressources que nous avons.

La section d'investissement en recettes inscrit les subventions déjà obtenues par le Département et la Région, ainsi que le FCTVA.

La section d'investissement s'équilibrera communément, comme on le fait dans des communes à peu près normales, par un emprunt. Nous avons beaucoup, lié aux communaux d'AMBILLY, d'argent en trésorerie. Pour autant il faut travailler des scénarios qui font que l'on ne puise pas uniquement dans ces fonds-là qui sont quand même faits pour, mais aussi dans l'emprunt pour travailler les temporalités, les nouveaux apports financiers, et aussi pour étaler la dette car il est important de l'étaler pour ne pas mettre tous les œufs dans le même panier.

Vous avez l'ensemble de la section d'investissement. Peut-être vais-je être un peu plus détaillé que dans la section de fonctionnement sur le tableau.

Vous avez les opérations que vous avez listées ici de 46 à 105, qui au fur et à mesure vont poser à travers le budget 2024 des objectifs politiques.

Vous avez par exemple la réhabilitation partielle du Pont de Pierre à Bochet, où des études sont en cours.

Vous avez la création de zones de stationnement règlementées.

Vous avez la réhabilitation de l'École de la FRATERNITÉ où vous commencez déjà à avoir quelques crédits.

Le réaménagement du front de la rue de Genève.

Le réaménagement de la rue des Bellosses.

Vous avez l'aménagement du quartier Voirie, que nous sommes en train de faire.

Vous avez l'aménagement voie douce Maison Capolo, c'est juste derrière nous.

Vous avez des crédits pour le bâtiment périscolaire, la réhabilitation du complexe sportif, qui là en revanche sont très bien posés puisqu'il y a les Autorisations de Programme.

Vous avez ensuite la Halle en verre, avec des modifications intérieures pour l'ERP.

La Maison de santé pluriprofessionnelle, avec déjà quelques crédits qui sont posés.

La création d'un bâtiment associations sportives à hauteur de 1 379 000.

Création d'un groupe scolaire, là on est que sur des crédits d'études sur les Corceillons.

La rénovation sur l'extension du réfectoire, idem ce sont des études à 50 000.

La rénovation de l'Hôtel-de-Ville aussi, sur des études.



Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ?

**M. LIERMIER.-** Bonsoir à toutes et à tous. Je voulais revenir à la section d'investissement. J'ai plusieurs questions, notamment le Pont de la Pierre à Bochet. Cela doit faire 25 ans que l'on dit qu'il faut refaire le Pont de la Pierre à Bochet. Je vois qu'en 2023 il y avait 191 300 euros de prévus. On en a dépensé apparemment moins de 20 000, et là on remet au budget 79 000 euros. Est-ce prévu de le remettre en état avec ce budget-là ?

**M. le Maire.-** Vous ne m'avez pas écouté, puisque je l'ai dit. Peut-être que nous nous sommes mal compris.

Ce n'est pas avec les 79 000 qu'on le remet en état. Il y aura des crédits complémentaires, et là c'est sur l'étude puisque le pont a été fragilisé pendant les crues d'automne. La donne a changé au niveau de l'étude du bâti.

**M. LIERMIER.-** D'accord, mais vous pensiez faire quoi en 2023 avec 191 300 euros ?

**M. le Maire.-** On pensait le refaire totalement.

**M. LIERMIER.-** Pourquoi cela n'a-t-il pas été fait ?

**M. le Maire.-** Parce qu'on a d'autres priorités Monsieur LIERMIER.

**M. LIERMIER.-** Quand avez-vous prévu de le refaire ?

**M. le Maire.-** Je viens de vous le dire, on attend les études.

**M. LIERMIER.-** On va attendre encore longtemps alors.

**M. le Maire.-** Vous n'allez pas commencer à devenir désagréable. Soyez plus détendu quand vous me parlez.

Le Pont de Pierre à Bochet aujourd'hui ne génère pas beaucoup plus de problèmes que cela au niveau de la circulation, d'ailleurs on s'en rend compte. La rue de Mon Idée n'est pas aussi empruntée que ce que l'on pensait. Le trafic qui n'a rien à faire sur la commune s'est largement déporté, et le pont nous le travaillons pour qu'il soit rouvert dans un sens assez rapidement. L'objectif est celui-là.

Cela étant, nous sommes sur un édifice important Monsieur LIERMIER. Nous ne sommes pas sur un truc que l'on fait d'un coup de baguette magique. On n'est pas juste en train de remaçonner quelque chose. Je vous invite à le faire, ou pas, suivant votre degré d'agilité pour passer le mur, mais regardez la qualité du pont qui est le pont béton de ce côté de la frontière. Vous verrez que l'avoir fermé c'était la meilleure mesure de prudence possible vue les crues de cet automne. On ne les a pas vécues de la même manière qu'Etrembières et Gaillard, mais il n'empêche que cela a fini d'abimer la structure qui était fragilisée mais qui pouvait encore tenir. C'est un travail important.

Vous savez aussi que l'année dernière nous avons lancé passablement le projet. Nous travaillons aussi en flux tendu puisque nous n'avons pas le personnel à disposition facilement, et nous devons prioriser. Les écoles faisaient partie et font davantage partie de notre priorité plutôt que pour l'instant d'ouvrir un pont pour les voitures et uniquement pour les voitures.

Je rappelle aussi car certains petits malins m'ont fait la blague en disant « *un entre nous, il n'y a plus de pont* ». C'est vraiment la preuve que nous sommes gangrénés par la pensée tout bagnole, parce que le pont il existe. Et ce pont a été fait à l'époque pour faire passer non pas des voitures de 2 tonnes comme la plupart des voitures que l'on peut avoir aujourd'hui, entre 1,2 et 2 tonnes, mais il a été fait à l'époque pour faire passer des machines agricoles et globalement quelques voitures qui ne pesaient pas 2 tonnes. Donc effectivement aujourd'hui cette question est au cœur de notre commune, pour autant on peut quand même toujours passer de l'autre côté de la frontière. Je n'ai donc pas de problème à ce niveau-là.

Si je ne l'avais pas fermé j'aurais aimé voir ce que l'on aurait dit s'il y avait eu un problème.

**M. LIERMIER.-** Ce n'est absolument pas la question que je vous ai posée. Je ne vous ai pas dit que vous avez eu tort de le fermer.

Vous avez raison, vous avez eu des experts, donc voilà.

La question pour moi est que lorsque l'on fait voter un budget de pratiquement 200 000 euros, pourquoi ne l'a-t-on pas utilisé dans les temps, et qu'on est obligé maintenant, une année et demie après, de se dire « oui, effectivement ».

**M. le Maire.-** Monsieur LIERMIER, les études que nous avons faites il y a un an ne sont pas à jeter à la poubelle pour autant. Ce sont des études complémentaires par rapport à la nouvelle fermeture et à ce qui s'est passé à l'automne. L'automne n'est pas si loin que cela Monsieur LIERMIER.

Simplement, quand vous avez une étude complémentaire qui arrive et qui montre que l'état est plus catastrophique que ce qui a été pensé à la sortie de l'hiver, c'est pourquoi je prends cette décision-là. Il faut donc bien des études complémentaires qui sont notamment faites en lien avec le canton de Genève et les communes autour.

Pour tout vous dire, avant que je ferme le pont nous étions en réunion – si jamais vous deviez donner une réalité à l'argent que nous dépensons – avec le maire de Thônex pour parler de l'étude qui avait été faite. Là ce sont des crédits complémentaires. L'étude et ce que nous avions projeté restent. Ce n'est pas tout d'un coup on prend tout, on le met à la poubelle, l'année dernière vous n'avez rien fait. Non, les études ont été faites en 2023 Monsieur LIERMIER. Elles ont été réalisées, et le résultat de ces études a été présenté auprès de mon collègue maire de Thônex, auprès des services, notamment cantonaux. Je me suis aussi retrouvé en lien étroit avec le Conseil d'État Pierre MAUDET pour parler de tout cela. Mais aujourd'hui ce n'est pas quelque chose qui commence à zéro, comme si nous n'avions rien fait. Nous avons fait, en revanche la situation s'est aggravée pendant l'automne.

Je ne suis pas encore le dieu de la pluie et des orages. Donc effectivement, il y a des choses qui ont été un peu plus difficiles que prévu. J'en suis désolé, mais je n'en suis pas responsable.



**M. LIERMIER.-** J'ai une autre remarque par rapport aux opérations patrimoniales, la ligne 41. Je vois qu'on passe de 1 882 000 à 3 145 127 euros, ce qui fait quand même pratiquement 70 % d'augmentation, soit.

Une autre remarque par rapport au stade. Il y a une partie que vous avez notée « réhabilitation du complexe sportif » pour 6 961 268,16 euros. Et un peu en-dessous, l'opération 102, la création d'un bâtiment associations sportives, 1 379 000. Il est vrai que cela fait un montant absolument considérable, énorme, et on peut se poser des questions par rapport à ce projet. Est-ce bien nécessaire ?

Autant pour le bâtiment pour les associations sportives où les vestiaires étaient à réhabiliter, et c'est une très bonne chose, et tant mieux pour eux, autant le reste je pense qu'il y avait d'autres priorités pour notre commune que cet investissement qui s'apparente plus à un coup électoral pour faire une inauguration un peu avant les élections.

**M. le Maire.-** Monsieur LIERMIER, j'aurai l'audace de vous rappeler quelque chose.

Effectivement, chaque fois que vous faites ce genre de réflexion ça vous rappelle que vous avez perdu les dernières élections et que vous n'êtes pas au pouvoir, et que ces choix sont bien nos choix majoritaires. Ce sont nos choix majoritaires, voilà. Je suis à peu près sûr que si vous aviez fait des choix, peut-être que j'aurais eu davantage l'intelligence de ne pas toujours penser qu'ils étaient les mauvais choix, mais quand vous avez un stade qui a plus de 40 ans, quand vous avez un stade qui devient dangereux, quand vous avez un stade qui n'est plus aux normes des fédérations, quand vous avez des équipes d'élite, notamment l'athlétisme, quand vous avez des équipes qui entraînent des centaines de gamins chaque semaine, un club qui est maintenant mutualisé avec ANNEMASSE, GAILLARD et AMBILLY, quand vous avez tout cela, eh bien à un moment vous rendez grâce à ce qui doit être fait. Je le redis, il n'y a rien d'ostentatoire à cela.

Dire que c'est un coup électoral, vous me poussez presque à dire que j'ai envie de me représenter pour vous dire que ce n'est pas un coup électoral. Je ne vais pas vous annoncer ma candidature ce soir, ce serait un peu présomptueux, mais il n'empêche que ce bilan on l'a chevillé au corps. Il correspond bien à l'intérêt supérieur de notre collectivité, aux centaines d'enfants qui chaque semaine vont sur ce terrain, aux centaines de personnes qui n'ont pas la chance de pouvoir se payer un club de fitness et qui vont pratiquer du sport pour tous dans ces endroits.

Je le redis aujourd'hui, quand vous demain vous referez une campagne électorale vous irez expliquer aux jeunes Ambilliens, à l'ensemble des parties prenantes qui sont des parties prenantes sportives, qu'il fallait laisser un stade sans aucune rénovation après plus de 40 ans.

Ce bilan j'en suis particulièrement fier, et dire que c'est un coup électoral je trouve cela très clairement insultant, pas à mon égard mais à l'égard de tous ceux qui aujourd'hui... Regardez ce qui se dit sur le stade, et vous verrez qu'il a plutôt la cote, pour une raison simple, c'est qu'à AMBILLY nous sommes une ville sportive. Mais vous ne la connaissez pas cette commune. Vous ne la connaissez pas. Vous ne savez pas qui sont les clubs sportifs. Vous ne connaissez pas les présidents de club.

**M. LIERMIER.-** J'ai l'ai vécu avant vous Monsieur le Maire.



**M. le Maire.-** Alors comment s'appelle le Président du club d'AMBILLY ?

**M. LIERMIER.-** Je ne vous demande pas de me poser des questions, ce n'est pas cela le sujet.

**M. le Maire.-** Monsieur LIERMIER, un débat cela se fait à deux voix.

**M. LIERMIER.-** Nous sommes aussi des élus. Effectivement je ne suis pas le maire aujourd'hui, mais ce n'est pas la question.

**M. le Maire.-** Vous ne le serez pas demain, je vous rassure.

**M. LIERMIER.-** On verra, c'est un autre thème.

**M. le Maire.-** Mais je peux vous dire que vous ne le serez pas demain.

Ce que je veux dire par là, c'est qu'au quotidien dans la semaine je suis avec les clubs, avec les enfants, avec ceux qui participent à la vie de cette commune. Vous ne le vivez pas ça. Vous ne le voyez pas.

**M. LIERMIER.-** Mais comment pouvez-vous dire cela ? J'ai tapé dans un ballon avant que vous soyez né. J'étais sur le stade. Qu'est-ce que vous racontez comme sornette ? Désolé, on arrête. Votre discussion n'a pas d'intérêt.

**M. le Maire.-** Déjà, ce n'est pas à vous de me dire si je dois arrêter ou pas, car c'est moi qui ai le micro et c'est vous qui me coupez la parole. Vous avez vu, je suis très poli, je n'augmente pas la voix par ailleurs alors que vous me coupez la parole.

Je vous dis simplement que vous ne la connaissez pas cette commune. Vous aviez quand même des gens sur votre liste en 2020 qui ne savaient pas que nous avions un club d'athlétisme de haut niveau sur la commune. Je peux même vous donner les noms, mais cela ne serait pas très sympathique.

Ce que je veux dire par là, c'est que cette Ville là nous on la vit. Vous ne la vivez pas cette commune.

Donc je vous laisserai certes vos propos sur le fait que nous faisons un mauvais choix, mais je vous laisserai perdre les élections de 2026 sur les choix que nous aurons faits.

Je veux vraiment vous le redire, laissez-nous faire nos choix puisqu'ils sont les plus mauvais, laissez-nous les faire, et si vraiment ils sont mauvais c'est vous qui allez gagner, ce sera fantastique. Laissez-nous faire les choix.

**M. MIHOUBI.-** Je vais rebondir sur la remarque sur le stade, soi-disant qu'on ne devait pas le refaire. Je ne sais pas si beaucoup d'entre vous sont allés dans les vestiaires pour voir l'état dans lequel ils sont, le nombre d'enfants que nous avons, qui doivent d'abord prioriser la douche, l'hygiène. Ça veut dire que l'état dans lequel on a ces vestiaires, et vous l'avez très bien dit, on n'était pas encore né que vous tapiez dans le ballon dans le stade. Quelque part ça veut dire qu'ils sont très vieux, car je me sens très vieux. Eh oui, 49 ans Monsieur LIERMIER. Ça veut dire que si vous dites que je n'étais pas né quand vous avez tapé



dans le ballon, ça veut dire qui si le stade a 40 ans il était bien avant que je sois né, et que vous étiez très jeune quand cela s'est passé.

D'autre part vous dites qu'on n'aurait pas fait la réhabilitation du stade. La seule piste d'athlétisme que l'on a pour l'Agglo c'est AMBILLY. Donc si on ne la refait pas on n'a pas les collèges, on n'a pas les lycées. Les gamins vont où pour passer leur bac et leurs épreuves ?

Toutes ces questions je vous les redemande. Pouvez-vous y répondre ? C'est un autre débat.

En tout votre choix est fait, vous ne voulez faire ni la réhabilitation ni le complexe sportif complètement car vous pensez qu'il n'y en a pas l'utilité. Ce n'est pas notre cas.

Je trouve que c'est malheureux de débattre sur un truc où vous dites que vous êtes contre ce genre de chose alors que c'est un lien social hyper important. Vous dites que vous êtes là pour le lien social alors que vous ne l'êtes pas du tout, puisque ce lien-là vous le coupez complètement. Je trouve que c'est dommage.

**Mme BAILLY.-** Je voudrais simplement préciser car ça m'irrite un peu les oreilles, excusez-moi Monsieur LIERMIER, mais la rénovation du stade n'est pas d'aujourd'hui. Elle ne date pas de notre mandat à nous à partir de 2008.

J'ai été élue au dernier mandat de M. DURET, je faisais partie de la Commission des Finances, et à l'époque on parlait déjà de la rénovation du stade, parce qu'il y avait tout de même des problèmes qui se posaient au niveau de l'hygiène. Les sols étaient glissants, il y avait la sécurité, il y avait déjà des tas de choses qui n'allaient pas. M. DURET en était parfaitement conscient. Moi j'ai toujours été dans ce sens. Il a tenté de refaire une rénovation partielle de la piste d'athlétisme parce qu'on ne pouvait pas refaire tout de suite la piste d'athlétisme, et ça je comprends très bien. Paix à son âme, mais il est vrai que M. DURET a toujours œuvré pour la rénovation du stade.

**M. le Maire.-** J'ajouterai aussi qu'en fait je viens de me rendre compte au travers de ce que tu as dit Elisabeth que je serais un mauvais homme politique avec un coup électoral comme celui-là car je l'avais promis en 2008 alors que je ne l'ai pas fait. Je l'avais promis en 2014 et nous n'avons pas eu l'occasion de le faire car nous nous concentrons sur le Tram, et toute notre énergie était portée sur le Tram et sur la ZAC ETOILE. Donc effectivement j'aurais été un très mauvais homme politique qui n'avait pas tenu ses promesses. Et pendant plus de 10 ans, vous pouvez le demander au Président CHASSAT, j'ai promis ce stade et je ne le faisais pas. Je serais donc un homme politique de piètre envergure si on me jugeait que sur cette question-là. Donc pour le coup électoral, on repasserait disons.

**M. GILET.-** Je reviens juste aux chiffres. La rénovation de l'Hôtel-de-Ville à 218 000 euros, cela a peut-être été discuté dans des commissions auxquelles j'aurais dû assister, mais une telle somme correspond à quoi ? 218 000 euros pour la rénovation de l'Hôtel-de-Ville.

**M. le Maire.-** Ce sont des frais d'études complètes pour la Maison Pictet de Rochemont.



**M. GILET.-** D'accord. Du coup, malheureusement le parc public rue des Acacias Maraîcher est mis un peu en *stand-by*, on passe à zéro ?

**M. le Maire.-** Oui, pour l'instant, pour d'autres raisons liées à la vente de la Maison.

Oui, la rénovation de l'Hôtel-de-Ville c'est la question liée à la Maison Pictet de Rochemont, puisque vous savez que c'est l'une des plus vieilles bâtisses de la commune, ça c'est sûr, même de l'Agglomération, où il y avait les anciens hospices. C'est une maison qui est classée au plan local d'urbanisme, et elle sera idéalement placée pour l'augmentation des services, puisqu'on le sait la commune allant plutôt dans le *trend* des 9 000 à 10 000 habitants l'Hôtel-de-Ville que nous avons n'est plus approprié pour la majorité des services, que nous externalisons d'ailleurs au Clos BABUTY, à Marc SANGNIER et autres. Cela crée d'autres difficultés, même si on s'en sort bien pour l'instant, ce n'est pas forcément évident. C'est donc aussi pour redonner de la cohérence à tout cela, et protéger une bâtisse qui sera au cœur de la ZAC ETOILE. Après on verra ce que l'on fait de l'autre. Ce n'est pas un projet pour tout de suite. C'est bien au-delà de 2026. On est plus sur de la réflexion générale sur ce bâti.

D'autres questions ou d'autres remarques ? (*Non*)

S'il n'y a pas d'autres questions ou remarques nous allons procéder au vote du budget.

(*Il est procédé au vote.*)

**La délibération n°036-2024 est adoptée à la majorité – 6 CONTRE : M. LIERMIER, Mme BAUER, Mme GROS, M. FERAUD, M. GUERET, Mme BATAILLEY**

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

#### **N°037-2024 : Approbation des taux d'imposition 2024**

(*Présentation du projet de délibération par M. le Maire – projet de délibération en pièce jointe*)

**M. le Maire.-** Je dois faire voter les taux d'imposition.

Je ferai passer juste après cette feuille pour signer par rapport notamment au budget. Tout le monde doit signer, et les élus avec procuration signent aussi. Je vais donc faire passer cette fiche, on y va comme ça dans un premier temps. Vous la faites revenir par là et je la ferai passer de ce côté-là.

Approbation des taux d'imposition. Dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale la loi de finances pour 2020 a prévu une suspension progressive de la taxe d'habitation. Aujourd'hui il n'y a plus personne qui paie une taxe d'habitation sur la résidence principale.

C'est une donnée que nous devons avoir en tête puisque les foyers fiscaux que nous sommes ont vu une fiscalité disparaître pour les ménages. Pour autant elle est compensée par l'État mais de manière non dynamique, puisque la fiscalité pouvait rester



dynamique même avec la taxe d'habitation. C'est-à-dire qu'on pouvait augmenter les impôts pour construire d'autres biens, les écoles, etc. rénover la voirie ou autres. Tout a été reporté sur la taxe foncière, et la taxe d'habitation existe encore sur les résidences secondaires.

La taxe foncière est encore la seule taxe qui permet d'avoir une forme de dynamisme pour la fiscalité locale, et correspond à une ressource importante.

Nous votons ce soir le budget, peut-être que les réflexions auraient été différentes en fonction que c'est pour l'Agglomération ou pour la Commune pour ce vote, mais l'État prévoit je crois de supprimer à hauteur de 2,5 milliards de dotation aux collectivités locales. Ça va donc être encore compliqué. Je sais qu'il y a encore des arbitrages à avoir. Je pense qu'il va y avoir de la pression, mais ce n'est pas une mince affaire. C'est-à-dire que les collectivités locales, nous sommes encore à peu près les derniers à engager des investissements et à faire tourner l'économie locale.

Dans votre prise de parole tout à l'heure il y a quelque chose que vous oubliez Monsieur LIERMIER, c'est le fait que nous maintenons de l'emploi au niveau local, que nous créons de la richesse et que nous améliorons l'économie de notre pays en faisant cela. C'est une économie non délocalisée, c'est une économie réelle, et c'est à travers les grands travaux des possibilités de relance de l'économie. Il ne faut pas l'oublier, en termes macroéconomiques cela a tout de même du sens.

Donc les collectivités aujourd'hui doivent trouver des ressources. Les ressources nous en avons quand même liées aux fonds frontaliers, mais peut-être que cette manne-là ne sera pas pérenne. Par exemple, si nous n'avions pas les fonds frontaliers nous aurions des dotations supplémentaires de l'État, mais bien moins importantes pour compenser cela. Mais aujourd'hui nous les avons et nous pouvons encore investir.

Pour cette augmentation j'ai 17 budgets sans augmentation d'impôt. Ça veut que dire nous avons bien géré. Ça on ne le dit jamais. Moi j'ai envie qu'on le dise. Ça peut être intéressant de dire : « *Chapeau, vous êtes le seul maire de l'Agglomération annemassienne qui n'a pas augmenté les impôts en 17 ans. C'est quand même assez phénoménal.* » ; je suis sûr que vous ne l'écrirez jamais, mais autant vous suggérer de l'écrire un jour. Ça veut donc dire que nous avons quand même bien géré, que nous avons tenu bon sur un certain nombre d'investissements majeurs pour la collectivité. Mais cette fois-ci nous nous lançons sur des travaux plus importants. Ce ne sont pas des travaux ostentatoires.

On peut rediscuter du stade, chacun son positionnement politique, mais sur les écoles ce sont des travaux extrêmement importants et extrêmement coûteux. Aujourd'hui les écoles sont plutôt projetées entre 17 et 20 millions d'euros. Nous ne sommes pas sur une nouvelle école, mais nous sommes autour de 7, 8, 9, 10 millions, ça dépendra de nombreux paramètres pour les rénovations du type de l'École de la FRATERNITÉ. Ça demande de l'argent pour pouvoir le faire, que nous ne voulons pas simplement prendre sur les fonds frontaliers d'une part, ou à travers uniquement la dotation genevoise liée aux Communaux d'AMBILLY.

Pour nous il est donc nécessaire de structurer et de mieux restructurer différemment le budget, se redonner des ressources qui sont des ressources propres et plus



pérennes dans le temps. C'est aussi assurer la dynamique de la collectivité et aussi la pérennité de ces ressources sur le temps.

Moi ce que j'ai voulu, c'est de lier cela à l'inflation cette année. C'est-à-dire que nous sommes aux alentours de 6 % qui a été le niveau de l'inflation, même si on a essayé de la contenir. C'est-à-dire que nous avons quand même baissé passablement de curseur pour pouvoir la maintenir. Pour autant, si nous voulons continuer à investir il faut pouvoir le faire.

Nous avons quand même une chance dans la collectivité, c'est d'avoir plus de foyers fiscaux au fil des années, puisque des constructions nouvelles arrivent avec la ZAC ETOILE. Et d'assurer à travers cela un fonds pérenne de roulement lié à la taxe foncière uniquement, comme vous l'aurez parfaitement compris.

Les bases ont donc augmenté du côté de l'État, et du côté de la collectivité je propose une augmentation de 6 % qui est envisagée pour 2024.

Je rappelle aussi que la taxe foncière ne touche que les propriétaires, et que la structuration majoritaire de la taxe foncière est quand même largement liée à des travailleurs frontaliers, puisqu'aujourd'hui il est quasiment impossible de devenir propriétaire si on n'est pas frontalier dans notre Agglomération, et que les frontaliers n'ont jamais été bien inspirés de lever très haut leurs gains de change cette année. Je me mets dedans. Je ne suis pas propriétaire directement, mais les gains de change existent, ils sont là. C'est lié à une conjoncture, mais je pense qu'à un moment cette richesse doit pouvoir revenir aussi dans l'investissement public.

Après on prendra toujours l'exemple, puisque cela a été pris à l'Agglomération, de la petite mamie. Il y a plein de décotes, et la plupart du temps elle ne paie plus de taxe foncière quoi qu'il arrive. Il y a des mécanismes de protection bien évidemment sur les bas revenus, ou pour ceux qui ont acquis leur résidence il y a très longtemps.

C'est donc mieux investir pour la commune. Il y a deux piliers de l'investissement qui sont les deux piliers aussi de la recherche d'emprunt. C'est le Plan école d'une part, et la transition écologique d'autre part. Ce sont les deux chantiers d'avenir : le Plan école qui s'étalera au-delà de moi et de mon équipe peut-être, mais aussi la transition écologique que nous abordons notamment avec la rénovation des voiries, l'ouverture à plus de moyens de mobilité douce, alternative, et à une renaturation de la majorité de nos espaces qu'il est possible de faire.

La différence qu'il y a par rapport à un impôt national c'est que l'impôt local est un impôt que l'on peut voir se réaliser. C'est l'impôt qui nous permet de faire tourner tout cela, c'est l'impôt qui nous permet de donner à chaque euro la possibilité de dire qu'on aime habiter dans la commune dans laquelle on est. Il doit donc y avoir un consentement à l'impôt qui est supérieur naturellement au consentement à l'impôt au niveau national où on a l'impression parfois que ça part dans l'armement ou dans d'autres choses qui ne sont pas tout à fait ce que l'on aimerait, mais qui font aussi partie de notre État Nation et que l'on ne peut pas nier par ailleurs.



Vous avez les taux, la taxe d'habitation sur la résidence secondaire à hauteur de 11,65 au lieu de 10,99, la taxe foncière sur les propriétés bâties qui est relevée de 26,13 à 27,70. On est encore largement en-dessous de l'imposition même au niveau de l'Agglomération. On est dans un niveau tout à fait acceptable par rapport à l'imposition. Il n'y a rien de confiscatoire à cela bien évidemment.

Mécaniquement il y a aussi une augmentation de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, mais à Ambilly cela ne concerne quasiment rien au niveau recettes. On a quelques milliers d'euros de recettes sur le foncier non bâti puisqu'à Ambilly tout est presque bâti.

Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ?

**Mme BAILLY.-** Je voudrais simplement ajouter qu'il est vrai qu'on a beaucoup perdu ces dernières années quoi que dise le gouvernement. C'est réel quand on a les chiffres en face de nous.

Comme on parle énormément budget à la télévision, vous entendez parler que de budget, « *baissez les collectivités locales, baissez les taxes, baissez ceci, baissez cela* », je suis allée voir pour me rendre compte dans l'Agglomération, hors Agglomération et hors département, et effectivement pratiquement toutes les communes cette année ont augmenté la taxe d'habitation, et la taxe d'habitation sur les résidences secondaires bien sûr. Les communes comme Chamonix il n'y a pas de souci, elles ont une rentrée d'argent, mais sur le foncier bâti et sur le foncier non bâti toutes les communes sont passées par là car ce n'est plus possible de faire autrement.

Jusqu'à présent on a essayé de faire sans, maintenant on fait avec et on suit la lignée. Quand on entend ce qui se dit actuellement de la part de notre gouvernement, moi ça me hérisse parce qu'on dirait que les collectivités locales sont toutes mises en cause parce qu'on dépense trop d'argent.

**M. le Maire.-** Merci.

**M. LIERMIER.-** J'ai une remarque. Est-ce que cette augmentation des taux d'imposition a un impact sur le budget primitif que nous avons voté ?

**M. le Maire.-** Non, c'est inscrit dedans comme tel.

**M. LIERMIER.-** Dans le budget primitif ?

**M. le Maire.-** Absolument.

**M. LIERMIER.-** Parce qu'on le vote après, c'est un peu surprenant.

**M. le Maire.-** Oui, absolument. Mais c'est ainsi que cela se passe.

**M. LIERMIER.-** On pourrait voter le taux d'imposition et après le budget.

**M. le Maire.-** Je donne la parole à notre comptable.

**Mme la Comptable.-** Le fait que les taux d'imposition soient votés après le budget ?

**M. LIERMIER.-** Oui, est-ce que cela a un impact ?

**Mme la Comptable.-** Effectivement l'augmentation de l'impôt est inscrite dans le budget, mais Monsieur le Maire en a parlé tout à l'heure en amont. Quand il a présenté le budget il a bien précisé que nous avons augmenté aussi les impôts et que nous avons inscrit une recette complémentaire.

**M. le Maire.-** Ça reste un budget primitif. Imaginons par exemple que cette taxe n'ait pas été votée, il aurait peut-être fallu faire une décision modificative pour enlever les recettes, effectivement.

**M. LIERMIER.-** La prochaine fois il faudrait peut-être le faire dans l'autre sens.

**M. le Maire.-** Pas forcément, on l'a toujours fait comme ça. Enfin, on l'a fait comme cela mais il n'y avait pas d'augmentation par ailleurs.

Cela n'a pas d'incidence particulière car le budget primitif reste quand même un document politique qui est porté par une majorité. S'il y avait eu un non-vote de la taxe foncière, eh bien nous aurions peut-être dû faire une décision modificative pour réguler le budget, ce qui est tout à faisable et cela ne pose pas de problème particulier.

Le budget primitif est une projection par rapport à des recettes, et nous avons par exemple d'autres recettes qui ne sont pas forcément acquises mais que nous projetons de recevoir.

**M. GILET.-** J'inviterai ceux qui n'ont pas eu l'occasion de suivre le débat sur le vote du budget à l'Agglo il y a de cela 15 jours, à regarder le débat qu'il y a eu parce qu'effectivement il y a eu un débat assez long avec deux positions qui peuvent se comprendre toutes les deux.

Soit on essaie de faire au mieux de ce que l'on fait en ce moment et on a besoin de plus d'argent, c'est donc raisonnable d'augmenter les impôts dans une fourchette raisonnable. C'est là qu'il y avait des beaux graphiques qui montraient qu'effectivement les augmentations d'impôt on n'arrive pas à des taux extraordinaires. On rentre à peine à la moyenne de communes qui sont comme les nôtres, ou d'EPCI qui sont comme les nôtres.

Et effectivement il y avait d'autres points de vue disant qu'on ne vote pas les impôts, que l'on fait avec ce que l'on a. Donc on fait moins, on dégrade les services.

Je crains qu'un jour il y ait une nécessité d'arriver à une dégradation de service, parce qu'on dit que les temps sont durs mais je pense qu'ils le seront encore plus. Mais pour le moment on peut se permettre, en faisant une augmentation tout à fait raisonnable des impôts, de maintenir des services, voire de les améliorer. C'est pourquoi l'augmentation des



impôts a été votée par une relativement grande majorité, voire une très grande majorité. Mais c'était tout de même un débat assez intéressant disant : avec le même argent on fait moins, ou on essaie quand même d'améliorer les choses.

Cela étant il faut se rendre compte, c'est ce que disait Monsieur le Maire, c'est que cet impôt c'est pour de l'action qui a lieu ici. Parfois on peut se demander si 300 euros il vaut mieux les donner à la collectivité – on parlait de Tram mais là on parle de gymnase, d'améliorer le stationnement, plein de choses – ou les consommer.

Il y avait aussi la même chose au niveau du foncier, les impôts sur les habitations. N'est-ce pas plus rentable de donner 300 euros à la collectivité pour faire des Trams, et là il y a une plus-value du foncier, plutôt que de mettre 300 euros dans de la peinture pour améliorer son logement ? Donc ces 300 euros, le jour où on pense qu'ils seraient mieux valorisés avec sa propre action individuelle, effectivement on peut dire « n'augmentons pas les impôts », mais il me semble que là pour le moment quand on donne 300 euros à la collectivité elle en fait quand même quelque chose de très bien. C'est pourquoi je vais voter cette augmentation d'impôt raisonnable.

**M. le Maire.-** Merci beaucoup. A rappeler aussi que cette augmentation d'impôt a été vue en Commission Finance et qu'elle n'a pas particulièrement appelé de remarque.

S'il n'y a pas d'autre question ou remarque nous allons procéder au vote.

*(Il est procédé au vote.)*

**La délibération n°037-2024 est adoptée à la majorité – 6 CONTRE : M. LIERMIER, Mme BAUER, Mme GROS, M. FERAUD, M. GUERET, Mme BATAILLEY**

**M. le Maire.-** Je vous remercie. M. GILET demande une explication de vote, si l'opposition veut la donner.

**M. GILET.-** Je ne sais pas si cela se fait ?

**M. le Maire.-** On peut.

**M. GILET.-** Du coup je peux comprendre. Cela voudrait dire pas d'augmentation d'impôt, c'est-à-dire faire des choses en moins. Vous auriez proposé quoi de faire en moins ?

**Mme BAUER.-** Je vais vous répondre Monsieur GILET. En fait ce n'est pas la question de faire moins. Ce n'est pas du tout ce que l'on pense.

D'abord, au niveau du foncier et des impôts fonciers aujourd'hui si la commune reçoit beaucoup moins d'impôts fonciers c'est parce qu'il y a moins de propriétaires par rapport à tout ce qui a été rasé comme maisons qui étaient des maisons de propriétaires et qui ont été remplacées par des logements qui n'encaissent pas de foncier. C'est bien cela, non ?

**M. le Maire.-** Ça c'est totalement faux.

**Mme BAUER.-** Alors je vous laisse m'expliquer.

**M. le Maire.-** Si vous rasez une maison et que vous faites 5 logements, on va dire 10 puisqu'à 5 vous n'avez pas le logement social. Vous avez 30 % de logement sociaux donc 7 logements qui sont dans le droit privé et qui sont des propriétés foncières. Vous avez donc 7 taxes foncières plutôt qu'une taxe foncière liée à une maison. Elle est peut-être moins importante entre l'appartement et la maison qui vient d'être détruite par exemple, mais pas tant que cela puisque dans la Commission locale des impôts directs qui se réunit on voit que les nouveaux logements qui sont créés sont sur des bases plus importantes que des maisons qui sont un peu anciennes. Donc non, là vous avez plus de taxes foncières qui rentrent mécaniquement.

**Mme BAUER.-** En tout cas je pense que la minorité fait partie des gens qui paient des taxes foncières à la commune, et on ne trouve qu'il n'est pas nécessaire de les augmenter. J'ai juste à vous répondre cela. Mais ce n'est pas le fait de penser que l'on va avoir moins ou plus. Ce n'est pas du tout le sujet Monsieur GILET.

**M. GILET.-** Je suis aussi propriétaire, et j'avoue que par rapport aux services qui sont rendus, vu l'augmentation qu'il y a et vu l'augmentation des services, si on compare avec d'autres collectivités de même taille qui rendent à peu près les mêmes services, on est chanceux, enfin on n'est pas trop taxé.

**M. le Maire.-** Je suis toujours un peu étonné car je pense qu'on est effectivement bien loti, clairement, et qu'on peut payer, vraiment pour donner des services complémentaires et avoir des investissements complémentaires.

Je rappelle aussi deux choses qui sont essentielles.

La première c'est que ce que vous dites-là ne prend jamais en compte, vous comme la majorité des contestataires à l'Agglomération, que nous avons fait un gain fiscal depuis des années lié à la suppression de la taxe d'habitation. Clairement, nettement. Il y a des collectivités, quand elles ont changé de régime et qu'on est passé à la réforme fiscale, elles ont augmenté tout de suite, cela a été le cas d'Annemasse, la taxe foncière à hauteur de la compensation de ce qui était perdu par la taxe d'habitation. Saint-Cergues le fait cette année, pas complètement mais assez largement. Ce n'est pas le scénario que nous avons pris.

Il y a un deuxième élément. Dans une collectivité comme la nôtre un propriétaire, contrairement à plein d'autres endroits en France, voit son bien augmenter chaque année. Son bien a une valeur qui est parfois multipliée par deux depuis 20 ans. En plus de cela, quand il a été intégralement payé. Ce qui aujourd'hui fait la différence sur la valeur d'un bien, ce sont tous les investissements publics qui ont été faits. Si aujourd'hui un logement augmente de 30 000, 40 000, 50 000 euros, car c'est plutôt cela dans notre zone, c'est parce qu'il y a un Tram, une Voie verte, un CEVA, parce qu'il y a des aires de calme comme on a ici. C'est la qualité générale de ce qui est proposé qui fait augmenter la valeur privée d'un bien.



Il y a d'autres endroits en France où c'est un peu plus compliqué, et les biens se dégradent.

J'ai donné la parole pour une explication de vote, normalement on ne le fait pas mais je trouve que c'est un sujet trop important pour le laisser comme ça. Comme cela s'est fait de manière apaisée je trouve que c'est important même pour ceux qui nous écoutent de bien comprendre tout cela. Je laisse une dernière prise de parole à M. LIERMIER, mais de manière exceptionnelle comme je l'ai fait avec M. GILET pour cette explication de vote. Il me semble que c'est un sujet trop important pour qu'on le laisse de côté.

**M. LIERMIER.-** C'est juste pour rappeler que dans notre commune s'il y a une forte spéculation, elle est liée aussi à la pression des agents immobiliers, de ces sociétés qui viennent et qui veulent à tout prix racheter les propriétés pour en faire des immeubles. Il y a une situation qui est là, une espèce de bulle immobilière qui va exploser un jour. Ce ne sont pas seulement les services publics qui font la valeur des biens, ce n'est pas tout à fait juste.

**M. le Maire.-** Sur les biens existants, si. Sur les biens nouveaux je suis en partie d'accord avec vous, en partie seulement. Mais si les biens nouveaux viennent se poser ici c'est justement parce qu'il y a ces équipements publics qui ont été faits.

Aujourd'hui un bon promoteur c'est un promoteur – je ne mets pas de caractère moral à cela, je parle de celui qui fait son travail de promoteur – qui dit « *à deux pas du Tram, à deux pas de la Voie verte, à cinq minutes de la douane* ». Il ne dit pas « *vous allez galérer pendant 20 minutes pour vous rendre à votre travail à Genève* ». S'il le met ici aujourd'hui c'est parce qu'il a un véritable intérêt à le faire. C'est pourquoi je dis que je suis en partie d'accord avec vous sur votre prise de parole. Mais sur les biens existants, quand on a refait le parc ici et qu'on l'a rendu beaucoup plus ouvert, les appartements qui sont autour sont montés naturellement. Une dame m'avait même dit : « *J'étais contre, mais quand je le vends je fais 30 000 euros de plus-value* ». C'est ainsi.

Dans des communes qui investissent moins en France, où tous les commerces partent et où les services publics n'existent plus, votre bien se dégrade. C'est une autre dynamique.

Merci dit cet échange, car je pense qu'il est tout à fait important et il permet de montrer aussi la ligne politique des uns et des autres.

Je vais maintenant laisser la parole à mon Premier adjoint, M. MIHOUBI.

**N°038-2024 : Garantie d'emprunt au bailleur social CDC HABITAT SOCIAL pour la construction de 14 logements locatifs au 1 rue de la Treille à Ambilly – Programme UNIKA**

*(Présentation du projet de délibération par M. MIHOUBI – projet de délibération et annexe en pièces jointes)*

**M. MIHOUBI.-** Tout à l'heure je parlais de lien social, maintenant je vais parler de bailleur social. C'est un autre sujet.

*(M. MIHOUBI donne lecture de la délibération.)*

*(Il est procédé au vote.)*

**La délibération n°038-2024 est adoptée à l'unanimité des votants – 6 ABSTENTION : M. LIERMIER, Mme BAUER, Mme GROS, M. FERAUD, M. GUERET, Mme BATAILLEY**

**N°039-2024 : Garantie d'emprunt – ZAC ETOILE – La Foncière 74 pour l'acquisition de 32 logements BRS – Îlot C5.10**

*(Présentation du projet de délibération par M. MIHOUBI – projet de délibération en pièce jointe)*

*(M. MIHOUBI donne lecture de la délibération.)*

*(Il est procédé au vote.)*

**La délibération n°039-2024 est adoptée à l'unanimité des votants – 6 ABSTENTION : M. LIERMIER, Mme BAUER, Mme GROS, M. FERAUD, M. GUERET, Mme BATAILLEY**

**N°040-2024 : Gestion des tickets pour « Ambilly en fête »**

*(Présentation du projet de délibération par M. le Maire – projet de délibération en pièce jointe)*

**M. le Maire.-** Comme vous le savez, je l'ai dit tout à l'heure, il y a AMBILLY en fête le 25 mai. C'est une fête que nous avons toujours voulu populaire. L'objectif est de toujours donner aux enfants la possibilité de faire cette fête du mieux possible, et qu'ils ne soient jamais empêchés quelles que soient leurs conditions sociales notamment, et aussi pour les faire venir et faire venir leurs parents.

*(M. le Maire donne lecture de la délibération.)*

Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? *(Non)*

Si ce n'est pas le cas nous allons procéder au vote.

*(Il est procédé au vote.)*

**La délibération n°040-2024 est adoptée à l'unanimité.**

**M. le Maire.-** Je vais laisser la parole à notre adjoint délégué à l'urbanisme et à l'aménagement, M. SICLET, pour plusieurs délibérations.



## URBANISME

**M. SICLET.-** J'ai plusieurs délibérations qui sont liées à des fin de mission de portage avec l'EPF. Je vais vous expliquer le mécanisme.

On a des biens qui sont actuellement portés par l'EPF sur la rue de Genève, et nous devons nous acquitter de la TVA si jamais ces biens étaient encore possédés par l'EPF avant d'être démolis. Pour éviter de payer la TVA sur le montant du portage nous devons acquérir le bien avant de le détruire.

Nous avons pour commencer un garage.

### **N°041-2024 : Fin de la mission de portage de l'Établissement Public Foncier de Haute-Savoie et rachat d'un garage dans une copropriété située au 50 rue de Genève**

*(Présentation du projet de délibération par M. SICLET – projet de délibération en pièce jointe)*

*(M. SICLET donne lecture de la délibération.)*

**M. SICLET.-** Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques sur cette première délibération ? *(Non)*

*(Il est procédé au vote.)*

### **La délibération n°041-2024 est adoptée à l'unanimité.**

### **N°042-2024 : Fin de mission de portage de l'Établissement Public Foncier de Haute-Savoie et rachat d'un appartement, d'une cave et d'un garage dans un immeuble situé au 50 rue de Genève**

*(Présentation du projet de délibération par M. SICLET – projet de délibération en pièce jointe)*

*(M. SICLET donne lecture de la délibération.)*

**M. SICLET.-** Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? *(Non)*

*(Il est procédé au vote.)*

### **La délibération n°042-2024 est adoptée à l'unanimité.**

### **N°043-2024 : Fin de mission de portage de l'Établissement Public Foncier de Haute-Savoie et rachat d'un appartement et d'une cave dans un immeuble situé au 50 rue de Genève**

*(Présentation du projet de délibération par M. SICLET – projet de délibération en pièce jointe)*

*(M. SICLET donne lecture de la délibération.)*

**M. SICLET.-** Est-ce qu'il y a des questions ou remarques ? (Non)

*(Il est procédé au vote.)*

**La délibération n°043-2024 est adoptée à l'unanimité.**

**N°044-2024 : Acquisition d'un garage (lot 23) au 50 rue de Genève**

*(Présentation du projet de délibération par M. SICLET – projet de délibération en pièce jointe)*

*(M. SICLET donne lecture de la délibération.)*

**M. SICLET.-** Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? (Non)

*(Il est procédé au vote.)*

**La délibération n°044-2024 est adoptée à l'unanimité.**

**M. le Maire.-** Les trois délibérations de fin de portage ont bien été votées ?

**M. SICLET.-** Oui.

## **POLICE MUNICIPALE**

**M. le Maire.-** Nous passons aux deux dernières délibérations. Je laisse la parole à M. MIHOUBI sur la Police municipale et le projet de convention de la prise en charge des personnes interpellées en état d'ivresse publique et manifeste.

**N°045-2024 : Projet de convention de la prise en charge des personnes interpellées en état d'ivresse publique et manifeste**

*(Présentation du projet de délibération par M. MIHOUBI – projet de délibération et annexe en pièces jointes)*

**M. MIHOUBI.-** Merci Monsieur le Maire. C'est une convention qu'il est obligatoire de faire pour que l'on puisse, le moins possible j'espère, interpeler les personnes en état d'ébriété sur la Voie verte par exemple, ou sur les voiries.

Je vous lis textuellement ce qui sera fait pour cette convention.

*(M. MIHOUBI donne lecture de la délibération.)*

**M. MIHOUBI.-** Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? (Non)

*(Il est procédé au vote.)*



**La délibération n°045-2024 est adoptée à l'unanimité.**

**N°046-2024 : Projet de convention de mise à disposition à titre onéreux du stand de tir « le sanglier courant » de Douvaine, en vue de l'entraînement des policiers municipaux**  
*(Présentation du projet de délibération par M. MIHOUBI – projet de délibération et annexe en pièces jointes)*

**M. MIHOUBI.-** Au dernier Conseil municipal nous avons voté pour le stand de tir à Annemasse, qui est sous le Commissariat. Celui-ci c'est un deuxième.

Pour expliquer en quelques lignes, avec celui qui est au niveau du Commissariat d'Annemasse ils pourront seulement faire des tirs fixes, alors que celui de Douvaine leur permettrait de pouvoir s'entraîner aussi aux tirs mobiles. C'est-à-dire s'entraîner pendant qu'ils bougent avec des cibles un peu plus mouvantes.

Je vais quand même lire textuellement l'article et la délibération.

*(M. MIHOUBI donne lecture de la délibération.)*

**M. MIHOUBI.-** La convention a été mise en pièce jointe. Est-ce qu'il y a des remarques ou des questions ?

**M. LIERMIER.-** Ne voyez aucune malice à ma question. Est-ce qu'il y a un lien avec l'augmentation de 81,5 % des cambriolages à AMBILLY en 2023 ?

**M. MIHOUBI.-** Pas du tout. Comme les agents municipaux portent actuellement une arme ils sont dans l'obligation de pouvoir l'utiliser afin d'éviter tout malentendu, d'avoir toujours l'expérience et l'entraînement afin de savoir quand ils en ont besoin ou pas, tout simplement.

Sachant que les policiers municipaux de notre commune font beaucoup de prévention sur les vols et les cambriolages qu'il y a dans notre commune, mais ils demandent beaucoup aux propriétaires qui partent en vacances s'ils peuvent passer vers leur propriété pour y jeter un œil. Cela n'a rien à voir avec le stand de tir.

**M. le Maire.-** Pour des raisons très simples déjà, ils n'utiliseraient pas leur arme à feu dans un cadre comme celui-là, premièrement.

Deuxièmement sur l'augmentation, j'ai été interviewé par la presse, nous sommes quatre communes concernées par ces chiffres-là. Sur le terrain on ne voit pas spécialement une augmentation à proprement parler, en revanche ce qui est sûr c'est qu'il y a sûrement une meilleure prise en compte et un meilleur dépôt de plaintes qui est fait.

Beaucoup de gens avant se plaignaient de ne pas pouvoir porter plainte lors des différents vols, et n'étaient pas pris en compte dans les chiffres.

Maintenant les plaintes sont mieux prises en compte. Souvent les gens faisaient des mains-courantes et ce n'était pas bien pris en compte.

Il y a aussi cela qui remonte mieux et qui est mieux pris en considération.

Et après, tout simplement parce que nous sommes dans une zone d'opportunités. Là où il y a de l'argent il y a du vol, c'est statistiquement normal.

**M. MIHOUBI.-** Là où il y a de l'argent il y a des voleurs.

**M. le Maire.-** Ils ne vont pas voler là où il n'y a rien, c'est évident. En tout cas statistiquement c'est normal.

Mais sur le terrain notre Police municipale ne remarque pas plus de problèmes particuliers liés à cela qu'avant. AMBILLY a toujours été une commune où il y a eu du vol, comme la majorité des communes de notre Agglomération et comme les communes de l'autre côté de la frontière. Pas d'alerte particulière au-delà de ces chiffres, même s'ils sont à prendre au sérieux.

C'est important à noter, la presse l'a relevé hier, il n'y a pas de vol avec violence, comparé à d'autres endroits où c'est beaucoup plus difficile car il y a des vols avec violence. On est vraiment sûr : on tente et on part s'il se passe quelque chose.

**Mme BAILLY.-** Je pense que vous n'êtes pas sans savoir que le gouvernement actuel est en train de donner plus de pouvoir aux policiers municipaux de façon à combler un peu le manque que la Police nationale pourrait avoir dans les communes. C'est aussi cela, nos policiers municipaux doivent être au point.

**M. MIHOUBI.-** Je rappelle qu'une Police municipale n'effectue pas le travail d'une Police nationale. C'est super important.

**Mme BAILLY.-** Eh bien là elle sera peut-être justement amenée à avoir d'autres...

**M. le Maire.-** S'il y a des changements législatifs, oui.

**Mme BAILLY.-** Je dirais même que pour moi ce serait pratiquement un changement de statut. Ils seraient les « auxiliaires » du Commissariat.

**M. MIHOUBI.-** Il faut se dire qu'une Police municipale c'est une police de proximité, ce n'est pas une police qui est là pour faire de la répression, ce qui est un peu le cas de la Police nationale.

Est-ce qu'il y a d'autres questions ou remarques ?

**Mme BAUER.-** J'ai juste une remarque par rapport à cette première convention des policiers. Je ne pense pas que cela soit la Police municipale aujourd'hui qui fasse les arrestations des personnes en état d'ivresse dans la commune. Je pense que c'est plutôt la Police nationale qui s'occupe de cela.

*(Mme HADDADI quitte la séance à 20 heures 32.)*



**M. MIHOUBI.-** Généralement elle le fait, mais la Police municipale est souvent appelée quand c'est en journée. Nous avons eu des cas où on a dû interpeler la personne et attendre la Police nationale. Cette convention permet surtout de pouvoir être plus réactif et de pouvoir faire ce qu'il faut. Souvent, ce n'est pas parce qu'une personne est ivre que c'est une mauvaise personne. Mais elle peut se blesser, faire du mal aux autres ou à elle-même. C'est pourquoi on fait aussi une convention, ou un partenariat, avec l'hôpital privé des Pays de Savoie.

**M. le Maire.-** Qu'est-ce qui vous fait dire que ce n'est pas la Police municipale ?

**Mme BAUER.-** Parce que je pense que la population n'est pas forcément ivre au moment des horaires de travail de nos policiers municipaux.

**M. MIHOUBI.-** Ça arrive de plus en plus.

**M. le Maire.-** Vous vous pensez et moi je me permets de dire que notre Police municipale...

**Mme BAUER.-** Ne pensez pas que nous ne regardons pas ce qu'il se passe dans notre commune. Vous êtes toujours très accusateur et vous dites que nous ne sommes présents nulle part, que nous ne savons pas ce qu'il se passe à AMBILLY.

**M. le Maire.-** Ce n'est pas ce que j'étais en train de dire.

**Mme BAUER.-** Si, vous allez encore essayer de...

**M. le Maire.-** Laissez-moi terminer ma phrase et vous verrez que ce n'est pas celle que vous pensiez.

**Mme BAUER.-** On sait aussi et on a beaucoup d'écoute et de cœur à bouger dans notre commune pour savoir aussi ce qui s'y passe, même si vous pensez le contraire.

*(Retour de Mme HADDADI en séance)*

**M. le Maire.-** Je pense le contraire. Donc je termine ma phrase : vous pensez que c'est le cas et je vous dis que ça ne l'est pas.

Est-ce que cette phrase est offensante ? Jusque-là, avec le point final est-elle offensante ?

**Mme BAUER.-** Non, elle n'est pas offensante Monsieur MATHELIER.

**M. le Maire.-** C'est pourquoi il est important de me laisser terminer mes phrases et de ne pas surréagir.

Vous pensez donc que ce n'est pas le cas, et je vous dis que c'est le cas dans la journée. Ce n'est peut-être pas que le cas d'AMBILLY, il suffit de se promener au centre-ville

d'ANNEMASSE pour le savoir, les personnes en état d'ébriété sont souvent accompagnées et mises en cellule de dégrisement ou renvoyées vers les services concernés, et c'est aussi malheureusement le cas au quotidien chez nous aussi à des moments où vous travaillez et où d'autres travaillent, et où je fais intervenir la Police municipale.

J'ai moi-même fait une intervention, et excusez-moi de vous dire que vous n'étiez pas là, c'est une réalité, le 13 juillet dernier où la personne en état d'ébriété, le soir-même puisque notre Police municipale était présente pour la sécurisation, a été plaquée au sol. Je suis moi-même intervenu, pas en le plaquant au sol puisque j'ai réussi à le calmer, mais il était en état d'ébriété.

Donc oui, la Police municipale n'intervient pas que la journée. Elle intervient aussi lors des manifestations qui potentiellement accompagnent des moments d'états d'ébriété comme il peut y en avoir au moment du 14 juillet, au moment d'AMBILLY en fête ou à d'autres moments. Dans le temps courant, dans la journée effectivement, on en a moins que d'autres communes puisque la plupart du temps ces cas-là sont plutôt dans les villes plus importantes comme ANNEMASSE. Mais si vous regardez vous avez votre lot d'alcooliques notoires sur la Voie verte en pleine journée, ou vers la paroisse. Ils ne sont pas dérangeants, on discute avec eux, il n'y a pas de violence à proprement parler, mais avec un petit coup de chaleur la bibine tourne un peu plus mal, et là notre Police municipale intervient.

C'est pourquoi je reprends ce que je disais tout à l'heure : vous pensez que, et je vous dis que nous nous agissons la journée. Et cela n'avait rien d'offensant, pour le cas où vous pensiez le contraire. En tout cas j'espère que vous avez compris que cela n'était pas le cas.

Nous allons procéder au vote.

*(Il est procédé au vote.)*

**La délibération n°046-2024 est adoptée à l'unanimité.**

**M. le Maire.-** Merci bien. La séance du Conseil municipal est levée, il est 20 heures 36. Merci beaucoup à toutes et à tous.

Fait à Ambilly, le 21 mai 2024

Abdelkrim MIHOUBI,  
Premier adjoint  
Secrétaire de séance



Guillaume MATHELIER,  
Maire

